

**ROYAUME DU MAROC**  
**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**



**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Appel d'offres ouvert N° 24/2021/ ABHS**

**ACHAT DE FOURNITURES NECESSAIRES POUR LES EQUIPES DE MESURE DES  
EAUX**

**Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2: REPARTITION EN LOTS</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 10 : DEPOT ET EXAMEN DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 16 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 17 : OFFRES ANORMALEMENT BASSE OU EXCESSIVE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 20 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 21 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES</b>	<b>10</b>

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations relatives à l'achat de fournitures nécessaires pour les équipes de mesure des eaux.

Ces fournitures concernent les agents de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès et dans le bassin du Sebou.

#### **ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

#### **ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

#### **ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ou de la lettre circulaire selon le cas;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales;
- c. Les plans et les documents techniques, le cas échéant;
- d. Le modèle de l'acte d'engagement;
- e. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- f. Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- g. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- h. Le présent règlement de consultation;

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publiées sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

#### **ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site de l'Agence : www.abhsebou.ma.

## **ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS**

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni à un concurrent à sa demande sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des Marchés de l'Etat.

## **ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics:

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
  - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaire à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
  - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement.
  - Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
  - Les personnes qui sont en liquidation judiciaire.
  - Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
  - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-06-388 précité.

## **ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS**

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier de prospectus, et un dossier additif le cas échéant.

### **1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF**

doit comprendre:

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.
- b. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret N° 2-12-349 du 20 Mars 2013. .

- c. En cas de groupement, joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret N° 2-12-349 précité.
- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité :
  - a- la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
    - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
    - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
      - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
      - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
      - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;
  - c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Une attestation, ou sa copie certifiée conforme, délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, justifiant que l'effectif qu'il employé ne dépasse pas 200 (deux cents) personnes ;
- e- La pièce ou les pièces éprouvante le pouvoir conféré à la personne qui agit au nom du concurrent prouve l'entreprise est géré directement par Les gens qui s'applique à ses propriétaires ou les propriétaires de leurs partenaires ou actionnaires ;
- f- Une attestation indiquant le chiffre d'affaires annuel ou l'attestation du résultat annuel, délivrées par la direction générale des impôts des deux derniers exercices
- g- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- h- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une

attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

## **2. LE DOSSIER TECHNIQUE**

Pour les concurrents nationaux :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

Les concurrents étrangers doivent fournir :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a été exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;

## **ARTICLE 10 : DEPOT ET EXAMEN DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE**

Les concurrents doivent obligatoirement déposer les prospectus, notice ou les fiches techniques pour les article :

- Prix n° 2
- Prix n° 3
- Prix n° 4
- Prix n° 5

Les prospectus, les notices ou les fiches technique doivent être détaillées, en langue française ou arabe ou anglaise, *issues de la société mère de fabrication, et avoir des photos claires et de grande taille des fournitures proposées*

Ce dossier doit comprendre également une note de conformité de la fourniture proposée et un tableau comparatif entre les caractéristiques de la fourniture exigée par le cahier des prescriptions spéciales et celles des fournitures proposées par le fournisseur (Tableau de conformité en Annexe)

**Le tableau de conformité (en annexe) doit être obligatoirement remplis, renseignés, signés et cacheté par le soumissionnaire.**

Pour la vérification **de l'originalité** des fiches techniques le soumissionnaire doit obligatoirement renseigner sur le tableau de conformité les références commerciales des fournitures proposées et l'adresse (URL) du site web de la société mère montrant les caractéristiques des fournitures mentionnées dans les fiches techniques ou avoir ces fiches techniques cachetées par la société mère.

La documentation technique des articles cité ci-dessus doit être déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis

L'examen de la documentation technique s'effectue conformément à l'article 37 du décret n°2-12-349

**L'un des motifs suivants induira l'évincement du soumissionnaire :**

- **La non remises des fiches techniques issue de la société mère de fabrication**
- **La non remise du tableau de conformité remplis, renseignés, signé et cacheté.**
- **Le non renseignement de l'adresse URL des fiches techniques des fournitures proposées ou la présentation des fiches techniques non cachetés par la société mère de fabrication**

Toute documentation technique non conforme aux spécifications exigées dans le CPS et aux critères prévus par le Règlement de consultation sera éliminée.

## **ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE**

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du Bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du Bordereau des prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les prix unitaires du Bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du Bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre les montants totaux du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

Les montants totaux du Bordereau des prix-détail estimatif, du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du Bordereau des prix-détail ou Bordereau des prix-global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offre lors de la séance d'examen des offres.

Ce pli contient trois enveloppes comprenant :

a. **La première enveloppe :**

Contient outre le CPS signé et paraphé, le dossier administratif et le dossier technique. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossiers administratif et technique ».

b. **La deuxième enveloppe :**

Contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».

### **ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance , et avant l'ouverture des plis .
- soit par soumission électronique à travers le portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

### **ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS**

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite, et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées dans le registre spécial tenu à cet effet.

Ces concurrents peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions telles que fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité.

### **ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES**

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 39 et 40 du décret n° 2.12.349 précité.

L'examen des offres techniques concerne les seuls concurrents admis suite à l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et portera sur la conformité des appareils proposés aux spécifications techniques indiquées dans le cahier des prescriptions spéciales.

Les concurrents ayant présentés au moins un appareil non conforme aux exigences du cahier des prescriptions spéciales seront écartés

### **ARTICLE 16 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES**

Conformément aux dispositions de l'article 41 du décret n° 2-12-349 précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques et la documentation technique

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière la plus avantageuse est le moins disant.



## **ARTICLE 17 : OFFRES ANORMALEMENT BASSE OU EXCESSIVE**

(Article 41 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013)

### **Offre excessive**

L'offre la plus avantageuse est considérée excessive lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée excessive, elle est écartée par la commission d'appel d'offres.

### **Offre anormalement basse**

L'offre la plus avantageuse est considérée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de trente-cinq pour cent (35%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée anormalement basse, la commission d'appel d'offres peut l'accepter par décision motivée à annexer au procès-verbal de la commission et après avoir demandé par écrits aux concurrents concernés, les précisions qu'elle juge opportunes et vérifie les justifications fournies.

Avant de décider du rejet ou de l'acceptation de la dite offre, la commission peut désigner une sous-commission pour examiner les justifications fournies.

Lorsque la commission constate qu'un ou plusieurs prix unitaires figurant dans le bordereau des prix détail estimatif de l'offre la plus avantageuse est anormalement bas ou excessif sur la base des critères fixés au présent article, la commission invite le soumissionnaire concerné à justifier ce prix et peut confier l'étude de ce prix à une sous-commission technique l'appréciation des prix est faite dans les conditions prévues au présent article cité ci haut.

Au vu du rapport établi sous la responsabilité des sous-commissions, la commission est fondée à retenir ou à écarter ladite offre.

## **ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

## **ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15 %. En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

## **ARTICLE 20 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

#### **ARTICLE 21 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES**

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

#### **MAITRE D'OUVRAGE**



Le Directeur de l'Agence du Bassin  
Hydraulique de Sebou par Intérim  
Signé : SAHILI El Mostafa

#### **Le soumissionnaire**

Cachet et signature du soumissionnaire  
Précédé de la mention manuscrite  
"Lu et accepté"

## **Annexe**

Tableau de conformité

<i>Matériel</i>	<b>Caractéristiques techniques</b>		<b>Référence Commercial</b>	<b>l'adresse URL du site de la société mère</b>
	<b>Spécifications du CPS</b>	<b>Spécifications du matériel proposé (marques, caractéristiques....)</b>		
<b><u>Paires de chaussures pour homme</u></b>	<p>Les chaussures doivent avoir les caractéristiques minimales suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaussure conçue pour circuler en terrain accidenté (montagne, roche...etc) pour parcourir une centaine de Km par an</li> <li>- Chaussure dotée d'une semelle en caoutchouc adhérente avec des crampons agrippant de 4mm et amorti sur toute la longueur du pied, et une tige montante.</li> <li>- Chaussures doté de doublure membrane imperméable : pieds au sec 3h par tous temps</li> <li>- Dotée d'un pare-pierre en caoutchouc durable à l'avant du pied.</li> <li>- Chaussure légère de 440 gr en taille de 43 ou moins</li> </ul>			
<b><u>Paires de chaussures pour femme</u></b>	<p>Les chaussures doivent avoir les caractéristiques minimales suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaussure conçue pour circuler en terrain accidenté (montagne, roche...etc) pour parcourir une centaine de Km par an</li> <li>- Chaussure dotée d'une semelle en caoutchouc adhérente avec des crampons agrippant de 4mm et amorti sur toute la longueur du pied, et une tige montante.</li> </ul>			

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaussures doté de doublure membrane imperméable : pieds au sec 3h par tous temps</li> <li>- Dotée d'un pare-pierre en caoutchouc durable à l'avant du pied.</li> <li>- Chaussure légère de 395 gr en taille de 39 ou moins</li> </ul>			
<b><u>Parka de travail pour homme</u></b>	<p>La parka de travail doit répondre aux caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Parka spéciale pour homme</li> <li>- Fabriqué pour les conditions hivernales intenses grand froid, neige, vent.</li> <li>- Chaleur : Isolation en ouate de 150g/M2, avec une capuche, des poches chaudes confortable à -15 °C.</li> <li>- Imperméabilité : Enduction imperméable 2 000 mm Shmerber selon la norme ISO 811. Coutures principales étanche,</li> <li>- La parka doit présenter une résistance aux frottement et à l'abrasion.</li> </ul>			
<b><u>Parka de travail pour femme</u></b>	<p>La parka de travail doit répondre aux caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Parka spéciale pour femme</li> <li>- Fabriqué pour les conditions hivernales intenses grand froid,</li> </ul>			

	<p>neige, vent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaleur : Isolation en ouate de 150g/M2, avec une capuche, des poches chaudes confortable à -15 °C.</li> <li>- Imperméabilité : Enduction imperméable 2 000 mm Shmerber selon la norme ISO 811. Coutures principales étanche,</li> <li>- La parka doit présenter une résistance aux frottement et à l'abrasion.</li> </ul>			
--	---	--	--	--

